

UNION FEDERALE DES CADRES ET AGENTS DE MAITRISES CHEMINOTS
37 rue guillaume Tell 21000 DIJON - Tél. 03.80.40.15.22

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU 27 NOVEMBRE 2009

DECLARATION PREALABLE DE L'UFCM CGT AU DP CADRES DE DIJON DU 27/11/09 :

Monsieur le directeur,

Avec plus de 30% de grévistes tous collèges confondus, le niveau de la mobilisation du 20 octobre dernier est à apprécier, au regard du silence inhabituel d'une grande partie des médias et de la pression managériale agressive de la Direction exercée vis-à-vis des cheminots.

Dans le prolongement de multiples actions qui se déroulent au plan local et régional, ponctuées par une participation croissante des cheminots, des populations et des élus, cette journée de grève constitue donc un véritable point d'appui pour contraindre le Gouvernement et la Direction à entendre les cheminots.

Il y a urgence à ouvrir de véritables négociations à tous les niveaux de l'entreprise sur les réorganisations, la situation du Fret, l'emploi, les salaires, les pensions et les facilités de circulation.

Avec le Fret comme laboratoire d'expériences, la Direction poursuit le morcellement et l'éclatement de l'organisation interne de l'entreprise.

Tous les services sont méthodiquement restructurés pour répondre uniquement à des critères de rentabilité financière et centrés sur un seul produit.

Les établissements Exploitation du réseau et les établissements Équipement qui travaillaient en complémentarité en lien avec les services d'ingénierie des directions régionales Infrastructure sont démantelés.

Les établissements Traction et ceux du Matériel sont éclatés au gré des activités commerciales. Les ECT suivent le pas avec la mise en place entre autres de roulements de service dédiés à une activité.

Cet ensemble de réorganisations dessine un nouveau mode de fonctionnement basé sur l'intégration industrielle des branches qui s'organisent de manière indépendante uniquement en fonction de la loi du marché.

Étendu à l'ensemble de l'entreprise, il remet en cause le caractère intégré, affaiblit l'échelon régional, les atouts techniques et professionnels et réduit au minimum les services transverses... et au final prépare la vente à la découpe de l'entreprise publique.

LES CONDITIONS SOCIALES DES CHEMINOTS EN LIGNE DE MIRE !

Si l'accélération et le contenu des réorganisations du système ferroviaire français mettent en péril l'entreprise publique SNCF et fragilisent le Service Public, le statut et les conditions sociales des cheminots sont aussi menacés, pour preuve :

21 500 emplois de moins en 7 ans

Les transformations souhaitées par le Gouvernement et le Président de la SNCF s'accompagnent de décisions dramatiques sur l'emploi des cheminots, avec des conséquences sur la qualité de la production, la sécurité de l'exploitation ferroviaire et les conditions de vie et de travail. Pour preuve,

**La Direction cache un nouveau plan social
moins 10 000 emplois de cheminots d'ici 2012
soit l'équivalent de 15 usines Molex**

Au mécontentement créé par ces transformations à marche forcée et facteur de souffrance au travail, s'ajoute la situation d'austérité des salaires et des pensions qui entraîne une réelle dégradation du pouvoir d'achat des cheminots actifs et retraités.

Dans ce contexte où les projets sont menés au pas de charge sans concertation, avec une Direction et un Gouvernement qui ne veulent pas entendre les exigences revendicatives portées par les cheminots et leurs représentants, **l'UFCM CGT appelle les cadres, touchés de plein fouet par l'ensemble de ces réorganisations néfastes pour le service public ferroviaire, ainsi que l'ensemble des cheminots à la manifestation nationale unitaire le 08/12/09 à Paris.**

Par ailleurs, la délégation-cadres CGT n'a eu de cesse de dénoncer le scandale du nouveau S9, sur le manque de formation, sur la responsabilité de la direction reportée sur les organisateurs de travaux, chefs de chantiers.... L'incident récent sur la Franche-Comté, aurait pu coûter la vie à nos collègues. Le Bouc émissaire est tout trouvé, l'organisateur des travaux, alors même que le nouveau S9 dédouane les agents d'activité de mettre en œuvre eux-mêmes la boucle de rattrapage. C'est intolérable. Combien de morts avant que vous réagissiez ?

La CGT est d'ailleurs intervenue au niveau national pour citer toutes les situations problématiques remontées par les cheminots de l'équipement et du transport mouvement depuis la généralisation imposée du 06 juillet 2009.

Ces situations démontrent :

- Que la sécurité est revue à la baisse, avec une boucle de rattrapage transport qui manque énormément ;
- Que les nouvelles procédures les plus basiques rendent responsables les cheminots alors que celles-ci sont inapplicables ;
- Que le sentiment d'incompréhension et d'insécurité persiste ;
- Que la production des chantiers est impactée ;
- Que la procédure d'engagement furtif de gabarit rejetée par la CGT demeure dangereuse.

La délégation UFCM CGT demande quelles mesures ont été prises suite à cet incident.

La déclaration s'est terminée par les termes de la pétition jointe à ce Compte-Rendu que nous vous invitons à nous retourner

Le débat s'ouvre sur la déclaration de la CGT (pas d'autres déclarations des autres O.S) :

Pour la Direction de région, l'entreprise SNCF reconnaît « le péril pour la SNCF relative au rapport de la cour des comptes qui appelle à la nécessaire concurrence pour le TER. Et dire que Pepy croyait que la concurrence était une chance ». L'entreprise perd de l'argent malgré le dernier plan Fret, la convention de gestion RFF n'est pas payée à la hauteur de ce qui est fait, la rentabilité du TGV n'est plus assurée à cause de la montée en flèche du coût des péages, le TGV modèle vertueux est en train d'être détruit. La SNCF demande que la concurrence soit équitable et le directeur de région reconnaît que les entreprises privées « n'ont pas les mêmes ambitions sociales que la SNCF ». Le directeur de région aurait-il retrouvé ses lunettes même s'il a soutenu la création de RFF de façon ouverte ? Mais non rassurez vous, il le fait pour aller plus loin encore dans les restructurations et la justification de productivité accrue et de suppression de milliers d'emplois !

La commission Grignon est chargée de proposer une expérimentation de l'ouverture de la concurrence dans les TER avant 2019, conclusion du rapport après les élections régionales au cas où quelques régions basculeraient à droite.

Selon les chiffres mêmes de la SNCF, depuis 2002 et la généralisation de la régionalisation, le TER produit 40 % de trafics supplémentaires, 20 % de développement de l'offre, des gares rénovées, des matériels neufs, des lignes rouvertes et une régularité moyenne de 92 %. Alors, pourquoi casser un modèle qui a fait ses preuves ? Qu'apporterait la concurrence quand on voit ce bilan ? La réponse est claire : la seule mauvaise raison n'est ni économique, ni financière, ni technique, mais purement idéologique et dogmatique.

Quant à RFF : la CGT réclame toujours l'abrogation de la loi qui l'a créée. En effet, cela n'a fait que déplacer la dette, payée au travers des péages (1 cheminot sur 5 travaillait pour la rembourser, aujourd'hui, 1 cheminot sur 3 travaille pour payer les péages). Mais pire la SNCF n'est plus propriétaire de ses installations d'où ouverture à la concurrence possible. De plus, l'entreprise se cache derrière des «pas nous, pas nous» lorsque l'on parle de productivité.

Pour l'accident de l'arc Jurassien, c'est un accident très grave, dixit le DR, mais le nouveau S9 n'a rien à voir là-dedans, ça n'est qu'un problème de programme travaux entachés d'erreurs (sous entendu par les signataires des dits programmes)

Pour la CGT le vocabulaire change (c'est un contrat travaux d'ailleurs monsieur le directeur), la formation a été faite à la va-vite, des centaines de pages ont dû être assimilées, les agents d'activités travaillant sur les chantiers n'ont plus à mettre de boucle de rattrapage (ce qui est arrivé). Mais le nouveau S9 n'a rien à voir là-dedans. De qui se moque-t-on ? Mais il est vrai qu'il y a d'autres problèmes : surcharges de travail, pression sur les organisateurs de travaux, consignes plus importantes en nombre et que le Nouveau S9 ne fait qu'amplifier.

L'UFCM CGT est intervenue pendant toute la DP pour dénoncer les projets Fusion EVEN ELOG, TPI avec la suppression de la DRI, la création des EIC.

Pour les EIC la SNCF s'attaque à la colonne vertébrale de l'Entreprise, veut scinder en deux l'Infra et sortir l'ensemble des agents en charge de la gestion des circulations des Directions régionales, des EEX, EEF, EEV ou EMF. Pour faire passer son projet, le Directeur de l'Infra rassure le personnel, les UO Circulations sont laissées en l'état, les services régionaux et nationaux sont inchangés, les agents travailleront sans pression des activités ou des EF. Ces restructurations sont de nouveaux coups portés au caractère unique et intégré de l'EPIC SNCF, elles sont contraires à notre conception du Service Public ferroviaire. Nous vous invitons à signer la pétition sous forme de 0630.

Le plan de formation Cadres 2010 nous a été présenté :

Il apparaît par rapport à 2009 une diminution de 7.32 %, par rapport à 2008 une diminution de 39.30 % soit -8800 h équivalent à 6 emplois. Peu de formation au 1^{er} emploi et pour cause (21500 emplois supprimés en 7 ans) et pas de prévision pour l'année 2010. Ces chiffres interpellent : les besoins n'ont jamais été si nombreux sur notre région, cf. les restructurations, donc des changements de postes très nombreux nécessitant des adaptations au poste de travail donc de la formation ! Pas de date non plus arrêtée, pour la formation supplémentaire du nouveau S9 (encore dans les cartons).

La prochaine réunion DP cadres aura lieu le 29 janvier 2009. Faites nous parvenir vos questions au plus tard dans la quinzaine qui précède celle-ci.

Votre délégation UFCM CGT :

BOGILLOT Martial - CAC ECT DIJON	06 88 38 74 95
GOSSART Jean Christophe - CSN EVEN Bourgogne	06 20 57 17 28
ROSEL Remy - CTMV UO infra Saône et Loire	06 26 41 88 17
VINCENDEAU Brice - CDTP EVEN Bourgogne	06 29 50 07 08

Face à la politique du Comex et ses conséquences sur l'emploi, les conditions de travail et l'efficacité du service public ferroviaire, beaucoup de cadres et de DPX se sentent manipulés et trahis. Nombreux sont ceux qui seront invités à rejoindre, sans ménagement, les « sans emploi ».

Sachons dire... STOP ! Entrons ensemble en résistance en signant cette pétition nationale

Refusons

- ➡ De voir des collègues « crouler » sous la charge avec, à côté, des cheminots « sans poste » ;
- ➡ De travailler et de laisser travailler au-delà des taquets RH tout en étant frustrés sur la qualité du travail ;
- ➡ D'entendre que nous sommes en sureffectif alors que de nombreuses tâches sont mal ou pas réalisées
- ➡ Que notre droit à la citoyenneté soit nié au seul prétexte que l'on est cadre ou responsable d'un collectif ;
- ➡ Le détournement sans précédent de nos devoirs d'entreprise publique envers la nation et les usagers ;
- ➡ De voir se transformer les managers en « harceleurs » parce que l'adéquation objectifs / moyens est soumise à une contrainte de subordination.
- ➡ La mobilité contrainte et la création des Espaces Mobilité Emploi (EME).

Exigeons

- ➡ De partir des besoins, de la charge de travail, pour définir les Cadres d'Organisation en respectant l'accord 35 h et le RH 0077 ;
- ➡ De stabiliser, puis de consolider les structures, les organisations et de relancer les centres de formation interne pour qu'ils répondent aux besoins ;
- ➡ De renforcer les services en surcharge à la faveur de réelles formations, au lieu de laisser les collègues sans emploi ;
- ➡ De renforcer les prérogatives des lignes métiers pour garantir nos fondamentaux : technicité, sécurité et réponses aux besoins nationaux ;
- ➡ De donner un vrai rôle aux IRP et respecter les règles du dialogue social pour traquer l'épuisement au travail et y remédier en amont ;
- ➡ De ré-internaliser les tâches avec des personnels au Statut et remettre en route des synergies, des complémentarités entre services au moyen d'Établissements multiactivités ;
- ➡ De placer au centre de tout projet de réorganisation, l'Humain et le Service Public.

Nom	Grade	Établissement	Signature

A renvoyer par courrier à Jean Christophe GOSSART EVEN Bourgogne – Pole QS – CRT Dijon ou par mail à ufcmcgtdijon@wanadoo.fr